

■ CARTE BLANCHE À...

Georges Alexandre Imbert

Président de l'association d'aide aux victimes des accidents et maladies liés aux risques des médicaments (AAA-VAM). A propos du poids des psychotropes dans les suicides.

Le caractère bien trempé des Lorrains, durs à la tâche, mais aussi leur sensibilité à fleur de peau, les rendent-ils plus vulnérables à des phases dépressives ? Comment expliquer le taux particulièrement élevé des suicides chez les hommes (plus de 20 %) ?

C'est un phénomène récent et inquiétant. Ainsi, dans cette région, parmi les 392 lorrains qui ont mis fin à leurs jours en 2007, deux d'entre eux avaient moins de 14 ans !

Depuis 1992, notre association constate que les prescriptions de "tranquillisants et de somnifères" ne sont pas adaptées aux pathologies des dépressions ; ce qui expose les habitants de cette région, en raison d'une plus grande fragilité psychique à commettre des actes de violence

contre eux mêmes et parfois sur autrui, quand on leur prescrit des anxiolytiques.

L'étude devrait porter sur la substance qui a favorisé le passage au suicide et non pas comment l'autolyse s'est produite.

On sait que 75 à 80 % des suicides sont induits par les anxiolytiques, l'alcool, les tranquillisants ou les somnifères. Mais il faut encore le redire, on vend des médicaments pour qu'une population se tienne tranquille, sans se soucier de s'interroger sur les raisons de son mal de vivre. Il faut souligner aussi la grande différence entre un anxiolytique comme l'alcool pris de manière délibérée et un médicament maladroïtement prescrit par un médecin qui n'en voit pas l'inadaptation, suivant telle ou telle cause de



Georges Alexandre Imbert.

dépression. Et cette erreur médicale peut conduire au suicide.

Si les tranquillisants et les somnifères de la classe des benzodiazépines sont particulièrement efficaces contre le stress, ces psychotropes sont dangereux lorsqu'ils sont prescrits à des patients suicidaires, dépressifs ou psychotiques.

Dans certains hôpitaux psychiatriques c'est parfois près de 25 psychotropes qui sont ordonnés en interaction, ces prescriptions aboutissent obligatoirement à d'effroyables catastrophes. Les autorités sanitaires souvent sollicitées par notre association, ne font rien pour enrayer l'hécatombe, elles ne font pas plus de prévention et pas davantage cas du principe de précaution, comme si on ne voulait plus réfléchir sur rien, ni se sentir responsable de quoi que ce soit.

AAA-VAM
Tél. 01 41 10 87 00
http://
www.aaa-vam.com

OPINIONS

Retour vers l'essentiel

« Je trouve navrant que les élus se déchirent au sujet de l'emplacement de ce nouvel hôpital ou PTU dans le bassin houiller, pour des intérêts personnels. [...] En tant qu'éventuelle patiente, j'aimerais me faire soigner dans un hôpital en toute confiance. Pour avoir confiance, je demande un bon spécialiste qui fasse le diagnostic juste, un excellent chirurgien, des compétences, des outils de pointe tant pour les investigations que pour l'opération, un espace sécurisé et de confort, et par-dessus tout, un lieu où je me sens humain, où l'humanité est la 1^{re} qualité. Tout doit aller dans le sens de la qualité des soins premiers. Et un partenariat avec l'Allemagne – ce qui se pratique déjà occasionnellement – ne peut être que bénéfique à l'amélioration des soins des deux côtés de la frontière. Partir vers Metz, Nancy ou Strasbourg était la solution. Mais pourquoi partir si loin des familles ? Médecins, chirurgiens, personnel médical... ils auront envie de rester dans la région car il y a des compétences reconnues, et d'autres auront envie de venir s'y installer, si on met à leur disposition un nouvel outil performant. [...] Tous, nous avons intérêt à encourager la construction de ce nouvel hôpital chez nous parce que tous nous y serons accueillis un jour ou l'autre et nous serons heureux qu'il soit si proche, entouré de personnel compétent et motivé par ce nouvel outil. »

C. J., par courriel.

Recette pour stopper les spéculateurs

« Ces grands spéculateurs qui se font une gloire de ruiner ici la monnaie d'un pays, comme Soros gagnant des milliards après son attaque sur la livre sterling, ou ailleurs, falsifiant les comptes d'un pays, la Grèce, pour mieux ensuite étrangler sa population ; ces grands spéculateurs quel crime peut-on leur reprocher ? Aucun. Pourquoi ? Simplement parce qu'aucun code pénal ne sanctionne la mise en coupe réglée d'un pays par des spéculateurs. S'il était écrit : « Tel criminel purgera 20 années de prison pour conduite financière de nature à mettre les peuples à genoux », peut-être y regarderaient-ils à deux fois. D'ailleurs, cette mesure pénale leur serait salutaire. Souvenons-nous des fermiers généraux de l'ancien régime. Ils récoltaient les impôts au nom du roi en pressurant, pour leur propre compte, bourgeois et villageois. Aucun parlement n'a jamais condamné leurs rapines. Il ne restait donc au peuple qu'à leur couper la tête. Ce qu'il fit, tant les gens détestent qu'une injustice reste impunie. »

A.T. par courriel.

Noyé dans un bain chimique.

« Si des industriels déversaient dans la nature autant de produits chimiques que nous en absorbons, les pouvoirs publics déclareraient l'état de catastrophe naturelle, alors qu'ils restent étrangement inertes face à cette pollution chimique du vivant. Je parle évidemment des produits chimiques que nous absorbons, malgré nous, à travers les nettoyants, la nourriture, les produits d'hygiène. Il faut savoir, à titre d'exemple, que l'atmosphère d'une maison est huit fois plus polluée que l'air extérieur ! Certains perturbateurs endocriniens, contenus dans la nourriture, conduisent chaque année des milliers de gamins en psychiatrie, alors qu'il suffirait de les nourrir sainement ! Il devrait exister une sorte d'écologie du vivant comme il existe une écologie environnementale. Dans tous les cas, ce problème de santé publique que pose la pollution chimique domestique, et qui menace de tourner au drame sanitaire, réclame des mesures fortes et définitives de la part du gouvernement. »

F.A., par courriel.

La suite du courrier à lire sur le site www.republicain-lorrain.fr

Solitude. — La secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara, a écarté l'hypothèse de son éventuel départ du gouvernement au motif qu'elle y serait "isolée" : « Pourquoi démissionnerais-je ? Cela ne me pose aucun problème d'être isolée. Je suis une femme indépendante qui est entrée au gouvernement non pas dans une logique de carrière mais pour remplir la mission que m'a confiée le président de la République. » Pour donner plus de poids à sa politique, elle a ajouté qu'il « serait plus simple et sûrement encore plus efficace de rattacher la politique de la ville au Premier ministre ou bien que celle-ci soit gérée par un ministère de plein exercice ».

Certitude. — Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, le dit sans ambages : « Je me moque de savoir si ce gouvernement va être remanié. Je veux qu'il change de politique », a-t-il affirmé sur France Info, alors que le président Nicolas Sarkozy semblait écarter mardi un remaniement ministériel. Selon lui, « ce qui se prépare juste après les régionales, c'est un tour de vis social. Le coup de bambou va être rude [...] Ce qui se passe dans ce pays, c'est la débâcle sociale dans tous les domaines et ce sera pire après les régionales ».



Benoît Hamon, porte-parole du PS.

Pédale douce. — Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a affirmé que "la pause" annoncée par Nicolas Sarkozy pour la fin 2011, ne signifie pas immobilisme. « Chacun peut interpréter le mot "pause" comme il veut. La réalité c'est que l'on ne va pas arrêter. On a réformé, comme la France n'a jamais réformé », a déclaré M. Estrosi à Europe 1. « La pause, c'est au contraire avoir de l'action comme jamais par le passé pour pouvoir donner toute l'efficacité aux réformes que nous avons engagées, tout en poursuivant certaines d'entre elles », a-t-il ajouté, citant « la réforme des collectivités territoriales ».

A fond la caisse. — L'ancien premier secrétaire du PS François Hollande a estimé qu'en annonçant une pause dans les réformes, le chef de l'Etat « veut rassurer, apaiser et notamment sa majorité, mais je comprends aussi qu'il se prépare à l'élection présidentielle », « Il en a bien le droit », a-t-il ajouté mais « moi, ce que je pense c'est qu'il n'y a pas de pause pour les Français. Pour l'instant ils souffrent et de l'augmentation du chômage, et des difficultés de pouvoir d'achat et de leurs petites retraites », a-t-il dit.



Christian Estrosi, ministre de l'Industrie.

■ REVUE DE COURRIER

Thérapie de groupe

Les préoccupations de nos lecteurs sont fort diverses cette semaine. Le lien commun peut être fait dans la complainte générale qui en ressort. Avec une volonté de partager malheurs et indignation.

Comme en écho au fort taux d'absentéisme constaté dimanche, nos lecteurs ont zappé les considérations nationales. Pour une sorte de repli sur leurs "petits" malheurs. Du vague à l'âme qu'ils exposent comme une épine à retirer du pied. F. B., commerçant ambulatoire, déplore d'appartenir à « la plus pauvre entreprise de France : l'artisanat ». Un arrêt vasculaire cérébral l'a mis K.O., précise-t-il, l'obligeant à « donner les commandes à ma femme ». « Le régime social des indépendants, principal créancier des professions indépendantes, n'a rien prévu et ne veut surtout rien savoir, pour ce type de situation d'urgence et les énormes cotisations mensuelles ne sont, éventuellement, reportées, qu'à l'issue d'une période de carence de 90 jours ! Juste le temps pour moi de mettre ma clef de camion sous le paillason et faire une

faillite pour que ces énormes cotisations soient prises en charge par l'Etat. » Et de regretter : « Donc, faut-il mieux mourir ? Paralyisé, là les gros problèmes seraient arrivés. Car encore pire que la mort, vivant et ne pouvant plus exercer mon métier, cette situation n'a pas été prévue. Donc si tu es malade et que tu es commerçant, tu perds tout. » Un casse-tête générateur de migraine. La visite chez le toubib fera réagir Marcel Neibecker, de Jouy-aux-Arches : « Stop aux hausses des tarifs des honoraires sur le dos des patients qui sont une nouvelle fois pris en otage. » Il enchaîne : « Les généralistes sont en principe conventionnés en secteur 1 qui, pour eux, est intéressant car une partie de leurs charges est prise en charge par la sécu. Que les patients refusent cette hausse. Car on n'a pas à supporter leur conflit avec la Sécu. Dans l'espoir que de



Engoncés dans un quotidien chahuté, certains lecteurs frisent la crise de nerf.

nombreux lecteurs réagissent comme moi. »

Justice pour tous

Armand Behr aura, lui, d'autres chats à fouetter. C'est la confiance en la justice de son pays qui est ébranlée. Et de citer une longue liste de "grands" re-

laxés : « Longuet, Bébear, Villepin, Chirac, Pasqua, Tibéri ». Il ironise : « Avouez que c'est vraiment rassurant. »

Mais, s'empresse-t-il d'ajouter : « en ce qui me concerne, je n'y crois plus trop. Tenez, l'autre jour, après une lourde opération dans un Hôpi-

tal bordelais, mon épouse [...] conduisait la voiture sur le chemin du retour, et, la criminelle, était flashée à 97 au lieu de 90. La justice m'informe, la voiture étant à mon nom, qu'ils ont une photo du crime en leur possession que je dois, toutes affaires cessantes, payer 90 €, et que l'on va me retirer 2 points sur le permis. Et que si je veux contester, etc. C'est vrai que pour prouver à la justice de - mon pays, que je ne suis pas ma femme, il me faudra une batterie d'avocats, les plus fins limiers du barreau de Paris. Et, je ne suis pas sûr de gagner ! »

Bernard B. l'est encore moins. Le voilà obligé de préciser à tous ces contacts : « Le site Badoo envoie à mes correspondants des courriels selon lesquels je vous aurais envoyé un message. C'est un usage abusif de mon adresse. Merci de ne pas en tenir compte. » Il est des rencontres qu'il ne veut guère cautionner...

■ PAROLES

Adieu Ferrat

« Ce mardi, c'est jour de peine. Le poète retourne à la terre de sa belle montagne. Quand l'émotion vous submerge au départ de quelqu'un que vous ne connaissiez que par son œuvre, c'est qu'un être d'exception est parti. Vous en étiez un M. Ferrat. Au-delà du chanteur chaleureux, vous étiez une conscience [...] Vous chantiez la révolte, la fraternité, l'amour, la beauté de la France et du terroir, comme personne. »

Z.A., de Florange.

Pour nous écrire

Par courrier : Le Républicain Lorrain Page Forum 57777 Metz CEDEX 9. Par E-mail : forum@republicain-lorrain.fr

Pour être publiés, vos courriers doivent mentionner vos nom, prénom, adresse, numéro de téléphone.

Si vous souhaitez garder l'anonymat, seules vos initiales apparaîtront. Important : chaque texte ne devra pas excéder 20 lignes dactylographiées. Etant donné l'abondance du courrier, la rédaction se réserve le droit de ne publier que les passages les plus significatifs.

hébergement des seniors

■ POINT DE VUE

« Vivre vieux, vivre bien »

Féministe convaincue, chevalière de la Légion d'honneur, Thérèse Clerc, 82 ans, lance un nouveau concept avec la maison des Babayagas, autogérée par des femmes âgées pour des femmes âgées.

Comment est née cette idée de Maison des Babayagas ?

J'ai eu à m'occuper de ma vieille maman grabataire pendant cinq ans. J'avais mes propres enfants. Pas évident. Je me suis dit, ce que je fais toute seule, pourquoi ne le ferions-nous pas collectivement. Nous, personnes âgées, nous nous prendrions en charge les unes, les autres. Avec deux copines dans la même situation que moi, nous avons affiné le projet et créé une association en 1999. Nous avons alors sollicité les pouvoirs publics : municipalités, conseil général, conseil régional, DDE... C'est malheureux à dire mais la canicule de 2003 et ses 15 000 seniors décédés ont donné du crédit à notre projet de créer une maison où les seniors pourraient s'entraider. Les médias ont braqué leur projecteur sur nous. C'était parti. Avec un terrain de 600 m

trouvé en centre-ville de Montreuil. Reste à franchir quelques derniers obstacles administratifs. le projet est à ce point innovant qu'ils ne savent pas dans quelle case le ranger.

Les maisons de retraite existent pourtant, il y a même des foyers hôtels pour personnes âgées ?

Quand on est vieille et fatiguée, on n'a que trois choix : 1 - em... sa famille, si on en a une ; aller en maison de retraite, ce qui n'est pas donné ; 3 - le maintien à domicile à tout prix, avec tous les risques que cela comporte, une fois les personnes qui aident réparties laissant la personne âgée seule. Alors moi, je dis que vivre vieux, c'est bien mais vivre bien, c'est mieux. C'est tout le sens de notre projet fort peu onéreux car nous mutualisons tout ce qui peut l'être.

Concrètement qu'est-ce qui ferait la spécificité de

cette maison des Babayagas ?

Elle fonctionnera avec quatre piliers : l'autogestion, la solidarité, la citoyenneté et l'écologie. Nous gérons donc nous-même cette maison certes construite par l'OPHLM. Chaque personne aura son studio de 35 m et il y aura des espaces communs (salon, spa...). Le loyer sera fonction des revenus de chacune. Surtout nous développons l'université du savoir des vieux (Unisavi) avec des universitaires et des sociologues. l'idée, notamment, c'est préparer des aides soignantes qui n'infiltreraient pas les vieux. Dans la maison des Babayagas, nous n'avons pas besoin de directeur d'établissement, d'infirmières... Le bien suprême de chaque individu c'est sa liberté. C'est l'aspiration à cette liberté qui nous rend humains. Nous voulons joindre la liberté de l'individu à la force du collectif. Nous sommes de vieilles chev-

res libertaires !

"Chèvres", c'est pour insister sur la non-mixité de la maison des Babayagas ?

Je suis une féministe indéfectible. Mais là, la solidarité que l'on veut vivre suppose une certaine intimité : pour certains soins, à l'aide à la douche, à enfiler un collant contre le froid... Ce qui ne peut être fait qu'entre femmes. Certains élus ont crié au scandale disant qu'ils ne voulaient pas financer « cette maison pour vieilles gouines ». Que c'était discriminant ! Sans doute y a-t-il des gouines parmi nous. Cela dit, loin de tout sexisme, n'oublions pas qu'à 80 ans, on a sept fois plus de femmes que d'hommes. Certaines Babayagas prônent cette mixité. Après tout, libre à elles de recevoir tous les hommes qu'elles veulent dans leur chambre. Tousjours est-il que pour valider notre dossier, le conseil général nous a imposé une certaine



Thérèse Clerc, fondatrice de la maison des Babayagas.

mixité : sur les 25 appartements de la Maison de six étages, cinq seront réservés à des moins de 30 ans. Nous autres, avons entre 65 et 90 ans.

Propos recueillis par Malick DIA.

■ LA PHOTO

De la prison au monastère

Les détenus des prisons géorgiennes pourraient troquer prochainement leur uniforme pour une robe de bure. Un nouveau projet prévoit de leur "faire purger leur peine dans des monastères plutôt que dans des maisons d'arrêt", selon un communiqué du ministère des Prisons. Un comité composé de représentants du parquet général, du ministère des Prisons et du patriarche de l'Eglise orthodoxe géorgienne sera chargé de sélectionner les candidats.

Ce projet se veut dans la droite ligne de la politique du gouvernement visant à "rendre les poursuites pénales plus libérales" et à "définir de nouvelles méthodes de resocialisation" des détenus.

Il pourrait aussi contribuer à résoudre les problèmes d'engorgement des prisons dans ce petit pays du Caucase de 4,4 millions d'habitants.



Moins d'un lecteur sur deux s'est déplacé, dimanche, pour aller voter. Et, à voir cette photo, on dirait même que les fantômes des lieux s'étonnaient de voir quand même des personnes accomplir leur devoir de citoyen. (photo Pierre HECKLER).

■ COUP DE GUEULE

Irresponsabilité

« Dans cette rubrique du R.L., datée du mardi 9 mars, vous publiez le courriel d'un lecteur qui s'insurge contre certains "moralisateurs" de la société actuelle. Cette personne qui voudrait certainement pouvoir "fumer comme un pompier", "boire comme un trou", "manger comme un ogre" et "conduire à tombeau ouvert", devrait aussi s'engager à renoncer à toutes formes de prises en charge par la société – sécurité sociale, etc. – lorsqu'apparaîtront chez lui les cancers dus au tabac, les cirrhoses dues à l'alcool, les handicaps dus aux accidents de voiture, et contribuer ainsi à combler le déficit de la Sécu et éventuellement du budget de l'Etat. »

B.C., par courriel.

Garde-fou

« Il est sorti ce mercredi un film sur la rafle du Vel'd'Hiv. On peut s'agacer de cette culture de la Shoah, qui pèse sur des générations, la mienne notamment, qui sont innocentes des crimes de cette période. Mais ce souvenir nous est profitable à tous. Il enseigne que des peuples aussi brillants que le peuple allemand, aussi épris de liberté que le peuple français, peuvent glisser dans l'horreur. Ces souvenirs nous appellent à une constante vigilance. De temps en temps, il est bon de boire cette potion préventive, aussi amère soit-elle, pour nous rappeler que la liberté se défend chaque jour contre les hordes de l'ignorance et de l'esclavagisme. »

T. R., par courriel.